

## La gauche, le populisme et le Pérou d'Alan García

Stéphanie Rousseau \*

Depuis quelque temps, les éditorialistes, chroniqueurs et reporters tentent de saisir la nature du changement politique en cours en Amérique latine en le qualifiant comme un virage vers une gauche inévitablement liée au « retour du populisme »<sup>1</sup>. Les Latino-Américains, désillusionnés face à la corruption des gouvernants, l'augmentation des écarts de revenus, le manque criant d'emploi digne et l'incapacité générale du modèle néolibéral à résoudre les problèmes de développement, se tourneraient vers de nouvelles avenues. Les élections des dernières années ont vu se confirmer la tendance du choix des électeurs pour des partis ou des leaders se situant un peu plus –ou clairement, dans certains cas--vers la gauche de l'échiquier politique.

L'explication centrale qu'on évoque pour expliquer cette (re)montée de la gauche tient aux échecs répétés des politiques néolibérales qui, depuis vingt ans, ont été incapables de résoudre les problèmes sociaux criants de la région. Après deux décennies de retrait étatique de la sphère sociale, on tente donc de revaloriser l'espace politique comme force génératrice de redistribution. Les privilèges fiscaux et tarifaires accordés aux investisseurs étrangers sont également remis en question après une longue

période de silence justifiée par le dogme néolibéral de l'attraction des capitaux privés.

Ce qu'on dit beaucoup moins, et qu'il convient de souligner ici, c'est que ce mouvement vers la gauche est également attribuable à la force accumulée par divers secteurs qui ont investi la sphère politique partisane et non partisane. En ce sens, après une longue période de gestation, l'effet de la démocratisation des sociétés latino-américaines au cours des vingt dernières années commence à se faire sentir. La crise des années 80, suivie du contrôle technocratique sur le processus législatif et du recours aux mesures d'exception pour réprimer l'opposition aux réformes néolibérales, ont transformé profondément les structures sociales et économiques de la région. En parallèle, cependant, et de façon croissante, divers secteurs populaires et intellectuels ont récupéré leur capacité de mobilisation et fondé de nouvelles organisations, partisans et non partisans, pour reprendre possession du processus politique. La fin de la Guerre froide aurait aussi libéré les Latino-Américains de deux référents dominants, le castrisme et l'omniprésence des États-Unis, qui ne s'étaient pas gênés, au cours des décennies précédentes, pour écraser les mouvements révolutionnaires.

Là où l'opinion véhiculée par les médias du Nord est beaucoup plus forte et revêt des connotations normatives, c'est dans la catégorisation des différents gouvernements, rangeant les uns dans une catégorie de gauche « plus acceptable », « moins menaçante », alors

\* Professeure adjointe, Département de sociologie, Université Laval. Courriel : [stephanie.rousseau@soc.ulaval.ca](mailto:stephanie.rousseau@soc.ulaval.ca)

<sup>1</sup> « The return of populism », *The Economist*, édition du 12 avril 2006; Jorge G. Castañeda, «Latin America's Left Turn», *Foreign Affairs*, Mai-Juin 2006; Éric Desrosters, «Une Amérique latine populiste mais raisonnable», *Le Devoir*, édition du 9 juin 2006.

que les autres seraient clairement identifiés comme les ennemis des « valeurs occidentales », entendant par là le respect du libre-marché et de la démocratie libérale. Selon Jorge Castañeda, ancien ministre des Affaires étrangères du Mexique, il y a deux gauches aujourd'hui en Amérique latine. « L'une est moderne, ouverte d'esprit, réformiste, et internationaliste. Elle provient, paradoxalement, de la gauche pure et dure du passé. L'autre, née de la grande tradition du populisme latino-américain, est nationaliste et fermée d'esprit. »<sup>2</sup> Les leaders de la première catégorie, que ce soit Lula au Brésil, Lagos et Bachelet au Chili, ou encore Vasquez en Uruguay, sont décrits comme des acteurs « pragmatiques », des politiciens « démocrates ». Autrement dit, leurs politiques ne dévient pas, ou ne dévieront probablement pas, de la ligne générale de la « bonne gouvernance » prônant l'équilibre budgétaire et le respect des garanties offertes aux investisseurs étrangers.

La deuxième catégorie, celle des populistes, est vue par certains comme étant plus « radicale » ou même carrément « irresponsable »<sup>3</sup>. D'autres, par contre, estiment que les populistes d'aujourd'hui sont au contraire « raisonnables » et « modérés »<sup>4</sup>. Outre cette divergence de points de vue, on peut s'étonner devant la confusion qui règne quant à l'utilisation du qualificatif « populiste », qu'on accole à des gouvernements pourtant d'origine et de nature aussi diverse que ceux d'Hugo Chávez au Venezuela et d'Evo Morales en Bolivie ; l'Argentine de Kirchner oscillant entre les deux pôles selon les observateurs.

Bien qu'aucun gouvernement actuel n'ait pris le pouvoir, à l'exception du vieux Fidel, par des méthodes contrevenant aux règles de la démocratie libérale, chose remarquable en regard de l'histoire politique de la région, de nombreux doutes sont émis quant aux intentions à long terme des gouvernements classés dans la deuxième catégorie. Sont-ils vraiment des leaders démocrates ? Les bouleversements causés par leurs politiques vont-ils susciter des coups d'État ? Les autres inquiétudes exprimées sont plutôt d'ordre économique. Ces populistes vont-ils céder à la « tentation » de dépenser plus que les finances publiques ne le permettent, afin de satisfaire les demandes populaires ? De façon

plus immédiatement évidente, on note que les gouvernements de la gauche « radicale » sont en train d'organiser un bloc de résistance à l'échelle régionale pour freiner le processus de libéralisation des échanges organisé autour des dictats états-uniens, et pour renverser la tendance qui avait conduit à céder à rabais l'exploitation des ressources naturelles à des intérêts étrangers.

### Première remarque : la démocratie

L'enquête d'opinion *Latinobarometro* réalisée depuis une dizaine d'années révèle une tendance à la baisse dans la préférence accordée à la démocratie comme type de régime politique (« La démocratie est préférable à n'importe quel autre type de régime politique »). La plupart des pays (14 pays sur 18) sondés ont subi un recul à ce niveau quand on compare les données de 2005 avec celles de 1996<sup>5</sup>. Les pires cas sont ceux du Paraguay (de 59% en 1996 à 32% en 2005), du Pérou (de 63% à 40%) et du Panama (de 75% à 52%). La coïncidence dans cette tendance générale entre la diminution de la préférence et la montée de forces politiques de gauche n'est pas sans signification, bien qu'à cet égard le lien de causalité n'est ni très clair ni univoque. En effet, au Venezuela, terre de prédilection du nouveau gauchisme, la tendance est tout à fait inverse : de 62% de préférence populaire accordée à la démocratie en 1996, donc avant l'arrivée au pouvoir de Chávez, on est passé à 76% en 2005. Au Chili, où le gouvernement de la *Concertación* est maintenant qualifié de nouvelle gauche pragmatique, la préférence pour la démocratie est passée de 54% à 59%, un taux qui reste relativement bas surtout si on tient compte du fait que le Chili est donné en exemple par la Banque mondiale pour sa croissance économique et certaines de ses politiques sociales.

Il faudra attendre les prochains résultats du *Latinobarometro* pour mesurer l'impact de l'élection de nouveaux gouvernements dits « de gauche », en Bolivie ou en Uruguay. Ces résultats pourront aider à évaluer si la perte de popularité de la démocratie se corrige suite à l'élection de ces gouvernements. Mais outre la question controversée de savoir comment interpréter ces données, alors que chaque

<sup>2</sup> J. Castañeda, *op.cit.*

<sup>3</sup> *Idem.*

<sup>4</sup> Divers experts cités dans l'article d'Éric Desrosiers, *op.cit.*

<sup>5</sup> Données du *Latinobarometro* reproduites dans *The Economist*, édition du 27 octobre 2005, disponible en ligne à [http://www.economist.com/PrinterFriendly.cfm?story\\_id=5093522](http://www.economist.com/PrinterFriendly.cfm?story_id=5093522)

expérience nationale est particulière et historiquement située, l'enjeu plus fondamental tient à la définition de la démocratie, ses institutions et ses règles de fonctionnement. À cet égard, les différentes expériences de convocation d'assemblées constituantes, que ce soit en Équateur où, sous la pression populaire, la chose risque de se produire une deuxième fois, au Venezuela, et maintenant en Bolivie, témoignent d'une volonté de redéfinir l'exercice de la démocratie pour en accroître la pertinence et corriger la tendance à l'accaparement des institutions par les élites économiques. La démocratie libérale fondée sur le respect des droits individuels est partiellement en jeu dans certains pays où l'on cherche des moyens d'introduire un plus grand espace et une plus grande légitimité pour les revendications de type collectif - notamment les droits des peuples autochtones - et l'exercice de la souveraineté nationale.

### **Deuxième remarque : le populisme**

Le qualificatif « populiste » est employé aujourd'hui pour disqualifier certains gouvernements ou leaders latino-américains. Deux traits majeurs sont souvent confondus, en référence à l'histoire du populisme dans la région. D'une part, un leader populiste est celui qui, par son charisme et sa manipulation des masses populaires, réussit à instaurer sa légitimité en référant à son auto-identification avec le Peuple et à sa capacité à traduire la volonté du Peuple en politiques concrètes. Son programme prétend encourager le développement national en privilégiant les intérêts populaires par rapport à ceux des élites économiques, nationales et/ou étrangères. D'autre part, le populisme correspond à un ensemble de politiques, de dépenses publiques corporatistes visant à soutenir certains groupes ou secteurs de l'économie, au détriment d'une soi-disant neutralité que seul le libre-marché permettrait de respecter. Les gouvernements populistes, dans l'histoire du vingtième siècle latino-américain, ont ainsi été jugés responsables d'une surenchère des demandes populaires et donc de la mise en place d'une spirale de dépenses qui sont devenues insoutenables avec le temps.

Le problème du leadership populiste tient à sa tendance à nier l'autonomie des acteurs sociaux et à centraliser le pouvoir autour de la personne du chef, au détriment de l'équilibre des pouvoirs

entre les différentes institutions démocratiques, ainsi que de la vigueur de la société civile. À cet égard, on peut effectivement se demander si le gouvernement d'Hugo Chávez est populiste et jusqu'à quel point. Par contre, le gouvernement d'Evo Morales, fondé sur une alliance entre plusieurs mouvements sociaux fortement ancrés dans le tissu social bolivien, s'éloigne de la définition politique du populisme, jusqu'à preuve du contraire.

Quant au populisme économique, il renvoie à un tout autre ordre de questions portant sur l'efficacité et la légitimité de différents modèles de développement. Ceux qui décrivent toute mesure qui déroge aux dogmes néolibéraux comme étant une mesure populiste ne comprennent pas la complexité des enjeux de l'économie politique latino-américaine. La question centrale à laquelle bien des anciens gouvernements populistes n'ont pas su faire face est celle de la redistribution des richesses, mis à part les réformes agraires souvent partielles et incomplètes et les nationalisations de ressources naturelles. C'est à la lumière des résultats et des modalités employées pour générer un meilleur partage des richesses que l'on doit évaluer les politiques des nouveaux gouvernements dits de « la gauche radicale ». Étant donné le contrôle encore très grand des institutions financières internationales sur l'ensemble des économies de la région, à l'exception peut-être du Venezuela, il semble de toute façon très peu probable que les gouvernements se lancent dans de vastes programmes de dépenses à tendance hyper-inflationniste.

### **Troisième remarque : les dépenses publiques**

C'est justement sur la question des dépenses publiques et des orientations économiques générales que les critiques alarmantes concernant les pratiques des nouveaux gouvernements dits « populistes » risquent de faire sourire. Juge-t-on que les bons élèves de Washington qu'ont été Alberto Fujimori au Pérou et Carlos Menem en Argentine ont fait meilleure figure au plan de leur héritage économique ? Ces ex-présidents ont été responsables de détournements de fonds, de pots-de-vin et de vulnérabilité macro-économique sans précédent—surtout dans le cas argentin pour ce qui est de la vulnérabilité. Leur décennie de règne a également mené à un accroissement des inégalités sociales dont ont hérité les gouvernements actuels. D'ailleurs, n'est-il pas également ironique de constater que

ces deux chefs ont été habilement décrits comme des leaders néo-populistes, c'est-à-dire comme des populistes appliquant une doctrine néolibérale ? Etre un populiste de gauche serait-il pire qu'être un populiste de droite...

### **La situation actuelle au Pérou : de quelle gauche parle-t-on ?**

Le Pérou, où les élections ont eu lieu en avril et en juin 2006, ne fait pas exception à la tendance de fond. Les deux partis ayant remporté le plus grand nombre de sièges au Congrès et dont les chefs se sont affrontés pour la présidence ont été identifiés à la gauche, bien que de traditions, parcours et origines fort distinctes. Le premier, l'APRA (*Alianza Popular Revolucionaria Americana*), dont le chef Alan García prendra la présidence du pays pour la deuxième fois (après un premier mandat qualifié de désastreux entre 1985 et 1990), est un parti de forte tradition populiste. Son fondateur, Víctor Raúl Haya de la Torre, est une figure mythique du populisme latino-américain, mais le parti a évolué vers la social-démocratie après avoir collaboré avec l'establishment depuis les années 50. Dans sa mouture actuelle, l'APRA est proche de la *Concertación* chilienne au niveau de ses orientations, García ayant passé une bonne partie de sa campagne à faire un *mea culpa* par rapport au bilan de son premier gouvernement.

Le deuxième parti, *Unión por el Perú* (UPP), vainqueur du premier tour présidentiel, défait au deuxième tour, est en réalité une coalition instable organisée autour de la figure d'Ollanta Humala, un ex-militaire. Humala, dont la carrière politique remonte à une tentative échouée de coup d'État contre Fujimori en 2000, a su réunir autour de lui une pléthore de figures disparates dont certains vieux dirigeants de la gauche marxiste-syndicale, d'autres nouveaux secteurs populaires, tels que le mouvement des *cocaleros*, ainsi que de nombreux ex-militaires. Leur doctrine, nationaliste, anti-impérialiste, s'inspire autant des préceptes de Haya de la Torre que du gouvernement actuel au Venezuela. Hugo Chávez a d'ailleurs pris position de façon virulente en faveur d'Ollanta Humala et contre Alan García, insultant ce dernier, ainsi que le président Toledo qu'il a traité de chien de garde de l'impérialisme yankee. Chavez n'a probablement pas aidé Humala, puisque l'éloquent García en a profité pour jouer la carte de la défense de la souveraineté nationale et du patriotisme, allant donc disputer le terrain au

discours nationaliste d'Humala. La coalition de ce dernier, qu'on savait fragile, cède déjà sous le poids de ses luttes internes, quelques congressistes ayant déserté la coalition malgré le fait que celle-ci possédait le plus grand nombre de sièges au Congrès (45 sur 120, alors que l'APRA en détient 36)<sup>6</sup>.

Les élections ont été marquées par l'échec de Lourdes Flores Nano, candidate de droite à la présidence. Bien que surprenant en regard de la popularité dont jouissait Flores Nano, surtout dans la capitale Lima, sa défaite correspond à la tendance historique de la droite péruvienne qui n'a jamais su organiser un parti politique suffisamment fort pour s'assurer une victoire électorale, s'appuyant sur les militaires pour prendre le pouvoir ou pour le conserver. Le Président Alberto Fujimori, connu comme un des apôtres du néolibéralisme latino-américain, avait fait une campagne électorale en 1990 en promettant de ne pas adopter un programme d'ajustement structurel et de libéralisation, promesse rapidement oubliée après sa victoire. Son auto-coup d'État en 1992 lui permit d'écraser l'opposition et d'enraciner le pouvoir de son alliance avec certains secteurs de l'armée, deux manœuvres qui facilitèrent l'approfondissement de son programme néolibéral.

L'échec de la droite était également prévisible dans la mesure où le Pérou suit l'évolution de la réflexion latino-américaine, et même mondiale, autour des limites du modèle de développement néolibéral. Bien que cette réflexion soit loin d'être univoque ou homogène, et que, en conséquence, les modifications au modèle proposées sont multiples, la nécessité de concentrer les efforts de l'État autour des politiques sociales et de l'emploi est passé au premier plan sur la scène politique, au Pérou comme ailleurs. Pourquoi, alors, a-t-on vu un échec aussi éclatant de la gauche dite « traditionnelle », qui n'a même pas réussi à faire élire un seul représentant au Congrès ? Celle-ci, de filiation marxiste-populaire, avait pourtant fait une performance plus qu'impressionnante dans les années 80, sous la bannière de la Gauche Unie, remportant la mairie de Lima et emportant le tiers des sièges. Sa quasi-disparition dans les années 90 est liée à ses divisions internes

---

<sup>6</sup> Voir la chronique de Maryse Tétreault, « Mouvement ethno-nationaliste au Pérou et élections générales 2006 », Observatoire des Amériques, juin 2006.

notamment autour de la position à adopter face à la guérilla du Sentier lumineux. Le tort causé aux organisations populaires par la guerre qui a opposé la guérilla aux forces armées a coupé les ponts de façon importante entre la gauche et les secteurs populaires.

Représentée par plus de trois partis et quelques coalitions de partis, la gauche dite « traditionnelle », qui a pourtant su renouveler en partie son discours, a échoué lamentablement aux dernières élections, alors que le parti des *Fujimoristes* a remporté 13 sièges sur 120, que la droite de Lourdes Flores Nano a remporté 17 sièges, et que des partis dits de centre, dont le parti du Président sortant Alejandro Toledo, viennent de former une alliance autour de leurs 9 sièges. La division de la gauche a-t-elle encore une fois été fatale ? La plupart des analystes affirment que, même réunie, celle-ci n'aurait pas réussi à récolter suffisamment de suffrage pour passer la barre des 4% requis pour obtenir une représentation au Congrès.

Le Pérou poursuit donc dans la voie du populisme comme tendance dominante de la scène politique actuelle. Que ce soit à travers le parti paradigmatique du populisme, l'APRA, pour lequel bien des Péruviens ont voté simplement par crainte face à Ollanta Humala, ou dans la confusion générée par la plate-forme politique de ce dernier, qui affirmait après sa défaite : « Je ne suis pas de gauche [...]. Je ne crois ni à la Droite ni à la Gauche. Être nationaliste c'est défendre la Nation <sup>7</sup> ». Dans un pays où les mouvements sociaux sont faibles et fragmentés, le populisme apparaît comme la voie de sortie pour renouveler un tant soit peu les orientations politiques du pays après quinze ans de néolibéralisme.

Mais ce renouvellement tant espéré risque d'être plus limité que certains ne le souhaitent. L'APRA, qui a réussi à obtenir l'appui de la bourgeoisie au deuxième tour, se défend bien lui-même d'être un parti de gauche. Le secrétaire général du parti, Jorge del Castillo, affirmait récemment « nous n'avons pas à nous accrocher ni à la Gauche ni à la Droite [...] les questions sociales sont implicites à l'APRA et nous n'avons pas besoin de nous lier à des gauchistes pour avoir une vocation sociale <sup>8</sup> ». Pendant la

campagne électorale, García s'est fait le défenseur des droits des travailleurs et proposait de réduire substantiellement la taille et les salaires de la fonction publique. Il a promis de renégocier les contrats avec les multinationales exploitant les ressources naturelles. Il a même affirmé que son parti allait réviser paragraphe par paragraphe le Traité de libre-échange Pérou-États-Unis avant de le ratifier.

Pourtant, le 28 juin, un peu plus de vingt jours après le deuxième tour des présidentielles, le traité était approuvé en bloc par les congressistes de l'APRA et la majorité des autres congressistes après que le Président Toledo en ait accéléré la signature pour en faire son trophée de fin de mandat. Outre le fait que le traité risque de poser obstacle à la réalisation de plusieurs promesses électorales de l'APRA, les compensations négociées par le Pérou, notamment dans le secteur agricole, sont jugées tout à fait insuffisantes par la Confédération agraire du Pérou (560 millions de soles ou 172 millions de dollars US sur 5 ans pour les agriculteurs). Pour faire face à la concurrence de l'agriculture subventionnée états-unienne, l'APRA propose la reconversion des secteurs de l'agriculture péruvienne. Soit vers des produits qui ne font pas l'objet de subventions aux États-Unis, soit vers d'autres types d'activités. Le rôle de l'État dans le soutien au processus de reconversion, bien qu'identifié comme clé par l'APRA, est loin d'être résolu si l'on tient compte du peu de ressources dont dispose le Pérou.

Si la coalition dirigée par Ollanta Humala est tiraillée par des divisions et que ses orientations politiques restent à préciser, elle risque d'avoir fort à faire en tant qu'opposition pour faire face aux revendications des secteurs sociaux opposés au traité de libre-échange, notamment. Les autres forces politiques représentées au Congrès sont pour la plupart des partisans de ce traité. La coalition de droite, *Unidad Nacional*, dirigée par Lourdes Flores Nano, a récemment entrepris de se rapprocher de *Alianza por el Futuro*, le parti des *Fujimoristes* dirigé par la fille d'Alberto Fujimori, Keiko Fujimori. Les deux forces de droite annoncent la mise sur pied d'un agenda commun portant, entre autres, sur la défense de la stabilité juridique des contrats signés avec les multinationales. À elles deux, ces formations détiennent 30 sièges, donc presque autant que l'APRA, au Congrès qui siégera à compter du 28 juillet prochain. Quant aux partis politiques de la gauche « traditionnelle », dont la crédibilité a

<sup>7</sup> Cité dans le quotidien péruvien *La República*, édition du 8 juin 2006.

<sup>8</sup> Cité dans le quotidien péruvien *La República*, édition du 15 juin 2006.

été sérieusement entachée par leur échec retentissant aux élections, leur travail de reconstitution demeure entier. Les élections régionales et municipales de novembre 2006 se présentent comme une opportunité d'occuper de nouveaux espaces autant pour cette gauche que pour la jeune et fragile coalition autour d'Ollanta Humala. La division du pays, avec le Sud andin qui a largement soutenu Humala, Lima qui a voté pour la droite et le Nord du pays pour l'APRA, risque de se complexifier encore plus.

Le Pérou a donc suivi la tendance de la région à se déplacer vers la gauche, mais l'élection d'Alan García, héritier des traditions populistes de son parti, confirme que ce populisme a de nombreux visages, en particulier en matière économique. Selon ses déclarations, García risque fort, en effet, de suivre dans les pas d'Alejandro Toledo et de plusieurs autres dirigeants de cette nouvelle gauche, c'est-à-dire d'approfondir l'intégration économique du pays avec ses principaux partenaires commerciaux, et maintenir le cap sur l'austérité et l'équilibre budgétaire. Pourra-t-il relever le défi de la redistribution des richesses et de la mise en place de politiques sociales inclusives? Une grande partie de la réponse tient dans les mains des forces politiques plus ou moins ralliées au leadership d'un autre populiste, Ollanta Humala.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM).